

**PROMOUVOIR « ENSEMBLE » L'ART DE VIVRE AU RWANDA
(Mot d'acceptation du Prix Theodor Haecker, Esslingen, 23/02/2003)**

Mes sœurs, mes frères,

Je prends cette parole uniquement pour exprimer ma profonde gratitude à la ville de Esslingen pour ce « Prix du courage civique et de la sincérité politique » qu'elle a décidé de m'offrir aujourd'hui. C'est un grand honneur, c'est une révélation de moi-même qui m'est faite, c'est une confirmation dans la foi et une intégration dans la tradition prestigieuse des témoins de l'humain.

Ce prix est un grand honneur pour moi et les miens. Par miens, entendez d'abord ma petite famille ici présente, mon épouse Marie Madeleine Karamira et nos enfants : Florian Abikunda, Olivier Bayikunde, Myrtille Bakunde Mukundwa et Sabéa de Carmel Ukwikunda. Mon rêve d'époux et de père a toujours été de puiser et de transmettre, en acte, à mes très proches et rejetons, l'amour inconditionnel, l'amour qui n'a pas peur, l'amour qui ne se résigne pas, l'amour qui n'exclut rien ni personne, l'amour qui, pour un chrétien, est le Nom, c'est-à-dire l'être-même de Dieu. Voilà pourquoi les noms de mes enfants contiennent tous le Nom de Dieu et constituent en réalité une phrase qui est comme la devise de ma vie : « Ceux que Dieu aime (c'est-à-dire tous les hommes, hommes et femmes) qu'ils L'aiment et qu'ils aiment comme Il aime. » Tel est le ressort de mon engagement à sauvegarder la vie en toute circonstance, sans regarder au coût et aux dangers, car c'est cela, « aimer » !

Un prix comme celui-ci vient couronner cet engagement comme pour me confirmer que je tiens la bonne pratique de ma théorie, théorie entendue au sens premier de « contemplation ». Le prix me révèle ainsi à moi-même et me confirme dans ma foi fondamentale en l'amour inconditionnel.

Un vibrant merci donc aux organisateurs et organisatrices de ce Prix dont je dis que c'est un grand honneur pour moi et pour les miens. Par miens, entendez maintenant la famille dont je suis physiquement issu. Une famille de dix enfants, représentée ici par mon frère Alphonse Nzungize. Je suis le cadet de cette famille, et pourtant c'est à moi que mon père l'a confiée à sa mort. Pour quelle raison a-t-il donc choisi le cadet comme chef de famille ?

L'aînée de ma famille était une fille. Dans une tradition patriarcale, elle ne pouvait devenir chef de famille. Mais mon père admirait sa fille. Sachant donc que ma sœur et moi nous ressemblions spirituellement, ce dont témoignait notre parcours -elle religieuse et moi théologien-, mon père fit fond sur cette ressemblance pour faire du cadet le chef de la famille.

Cette sœur aînée est entrée récemment dans l'histoire et la légende de mon pays, pour avoir donné sa vie en 1994 en refusant d'abandonner aux tueurs ses consœurs Tutsi. Elle en fit fuir un bon nombre et préféra rester solidaire du reste jusque dans la mort, alors qu'elle avait la possibilité de se sauver seule. Elle s'appelle Félicitas Niyitegeka, et a été récemment proclamée « héroïne nationale » par les autorités rwandaises.

En motivant ce Prix d'abord par mon engagement pour les Tutsi pendant le génocide de 1994 au Rwanda, la ville de Esslingen affirme que le cadet ressemble bien à l'aînée bien aimée. De l'autre côté de la vie où ils résident désormais, mon père et ma sœur ont aujourd'hui une raison de plus de jubiler !

Un vibrant merci donc aux organisateurs et organisatrices de ce Prix, dont je dis que c'est un grand honneur pour moi et pour les miens. Par miens, entendez maintenant mes compagnes et compagnons d'engagement.

Je pense d'abord à mes « alter ego », feu l'abbé Modeste Mungwarareba et feu monsieur Innocent Samusoni, d'heureuse mémoire. Au Service d'Animation Théologique du Diocèse Catholique de Butare au Rwanda, nous avons patiemment inventé ensemble une manière de vivre et de s'impliquer dans la résolution des problèmes de la cité, manière que nous avons baptisée « voie de la paix ».

Dans cette « voie de la paix », nous avons formé ensemble les soixante douze chefs de centrale paroissiale que comptait le diocèse catholique de Butare en ces débuts des années 1990. Notre ambition était de les pousser à créer des « noyaux générateurs de paix » capables de manifester la « dimension publique de la foi » en poussant le peuple chrétien à résister à la propagande de la haine qui, en ce moment déjà, appelait les Hutu à massacrer les Tutsi.

Dans cette « voie de la paix », nous avons formé ensemble quelques quatre cent responsables de la chose publique dans la préfecture de Butare, avec la connivence de celui qui était alors préfet de cette région administrative. Notre ambition était de les pousser à développer une « technique de la paix », indispensable pour mettre en œuvre la « politique de la paix » qui se négociait alors à Arusha entre le gouvernement Habyarimana et le Front Patriotique Rwandais. Car sans technique, la politique reste au niveau des belles paroles désincarnées. Le génocide d'avril-juillet 1994 nous démontra que nous avons commencé notre formation trop tard, et que nous étions trop peu nombreux.

C'est pour cette raison qu'après le génocide, Modeste et moi qui avons survécu, -Innocent fut, hélas, tué le 30/04/1994-, nous avons décidé de reprendre très vite le travail de formation, et de commencer par nous multiplier. Nous avons donc mis en chantier la formation d'animateurs d'un nouveau style dans l'Eglise, capables d'aider le peuple à se remettre « debout, ensemble, au travail », permettant ainsi à l'Evangile d' « embrayer » sur l'histoire pour la tirer du « mensonge et meurtre » où elle s'était enfoncée et de la remettre sur « la voie de la vie. » Le Prix de la Paix 1998 de Pax Christi International nous fut offert à Modeste et moi en reconnaissance de la pertinence de ce travail.

Nous ne sommes malheureusement pas parvenus à rallier tout le clergé du diocèse à cette promotion de la « dimension publique de la foi ». En conséquence, une partie de ce clergé va commencer une sourde opposition à notre activité et lancer sur nous les services de renseignement du gouvernement en nous accusant à tort de faire de la mauvaise politique plutôt que de la bonne pastorale.

C'est ainsi qu'à la mort de l'abbé Modeste, survenue le 04/05/1999, nous avons préféré démissionner de l'administration diocésaine. Au Service d'Animation

Théologique en effet, c'est Modeste qui, de près comme de loin, jouait le tampon entre le clergé et nous. Sa disparition présageait de heurts directs que nous avons choisi d'éviter.

Mais il ne fallait abandonner sous aucun prétexte la mission principale d'aider le peuple à se remettre « debout, ensemble, au travail ». Voilà pourquoi le 01/02/2000, nous avons créé une Association sans but lucratif que nous avons baptisée « Modeste et Innocent » (AMI) en mémoire de ces chers compagnons trop tôt disparus.

Laissez-moi vous citer ici les noms de ces femmes et ces hommes qui ont pris la relève de Modeste et Innocent, puisque cette fête que vous avez organisé en mon honneur est aussi bien la leur. Il s'agit de : Mme Marguerite Mukanoheli, Monsieur Dieudonné Munyankiko, Mme Médiatrice Mukayitasire, Monsieur Ignace Ndayahundwa, Mlle Anastasie Nyiramana, Monsieur Aphrodis Nsengumuremyi, Sœur Philomène Nyirahuku, Monsieur l'abbé Jérôme Masinzo, Monsieur Elie Ntibwirizwa et Monsieur Didace Muremangingo ici présent.

Ces femmes et ces hommes se sont donnés pour objectif global de « promouvoir le droit-devoir fondamental de l'être humain », droit d' « être bon », devoir d' « être don ». Par « être bon », nous entendons la santé physique, émotionnelle, mentale et spirituelle. C'est ce que nous appelons « mettre les gens debout ». Par « être don », nous entendons la mission de promouvoir la santé des affaires de la cité, par un engagement positif dans l'économique, le politique, le culturel et le social. C'est ce que nous appelons « mettre les gens ensemble et au travail ». Nous soulignons le « lien organique » qui existe entre « être bon » et « être don » : ce sont les deux faces d'une même monnaie. La santé de la cité procède de la santé des citoyens et vice-versa.

Pour atteindre notre objectif global, nous nous sommes donnés comme objectif opérationnel d'initier des individus et des groupes à ce que nous appelons « la bonne puissance », cette maturité de l'humain dans l'homme. La bonne puissance est constituée du trinôme de l'assurance (non-peur), de la force de vivre (non-résignation) et de l'accueil absolu d'autrui (non-exclusion).

Pendant un laps de temps très court (2 ans), nous nous sommes faits l'illusion que tout le monde percevait la bonté de notre entreprise et son utilité publique. C'était oublier une redoutable loi de l'univers, celle qui énonce que « faute de ce que tu n'es pas, ce que tu es n'est pas ». Selon cette loi par exemple, le lieu de la lumière, ce sont les ténèbres, et le lieu de l'amour, c'est la haine ! Car la lumière n'est vraiment visible que dans les ténèbres, et l'amour n'est vraiment lui-même que dans un environnement de haine. C'est ainsi que le plus grand amour est celui qui aime même l'ennemi.

Le lieu de la bonne puissance ne peut être autre que le triomphe de la fausse puissance, cette illusion de puissance qui procède de l'avoir, du pouvoir, du savoir et du valoir. Autrement dit l'illusion de puissance qu'alimente le fait d'avoir un compte en banque bien garni, une armée bien équipée, un certain nombre de diplômes, ou les applaudissements de la galerie. La bonne puissance est de l'ordre de la décision et de l'être, la fausse puissance est de l'ordre de l'acquisition et de l'avoir. Chacune

et chacun d'entre nous est plus facilement alléché par la fausse puissance plutôt que par la bonne, à telle enseigne que la plupart d'entre nous ignorent jusqu'à l'existence de la bonne puissance en eux.

Pire, la femme ou l'homme qui s'éveille à sa bonne puissance paraît aux autres comme l'ennemi à abattre. C'est ainsi depuis la nuit des temps. La croix de Jésus-Christ en est le chiffre et le témoin. Elle en est aussi le commencement de la fin. La croissance de l'humain dans l'homme, -qu'on appelle aussi « développement vertical »-, consiste justement à passer de la fausse à la bonne puissance.

C'est en janvier 2002 que nous avons fait l'expérience de « la loi des contraires ». Dans l'exercice de notre mission d'éveil à la bonne puissance, nous avons entrepris de publier un bulletin intitulé UBUNTU , ce qui signifie l' « essence de l'humain ». Le bulletin publiait nos réflexions et activités dans la promotion du « droit et devoir fondamental de l'être humain ». Au numéro 3 de ce bulletin, la police nous arrêta, moi en ma qualité de directeur de publication, mon collègue Didace Muremangingo en sa qualité de rédacteur en chef du bulletin. Elle interdit aussi brutalement les activités de notre association. Fut créé ainsi un contexte contraire à notre action, lieu privilégié donc de manifestation de celle-ci ! Car la publicité qu'on nous fit nous rendit célèbres, bien au-delà de ce qu'aurait pu faire notre pauvre bulletin interdit !

Nous avons fait presque un mois de prison ferme. Puis la pression internationale aidant, la justice fut obligée de faire son boulot. La cour d'appel reconnut le manque d'indices sérieux de culpabilité et nous mit en liberté provisoire, avec interdiction de dépasser les limites de la petite ville de Butare. Pendant 9 longs mois, nous avons vécu sous ce régime de résidence surveillée. Ces conditions ne furent levées que le 07/10/02. Le plus difficile cependant, c'est que jusqu'au moment où je vous parle, notre association est toujours interdite d'activités. Selon la loi des contraires, cette situation n'est pas qu'un inconvénient, elle recèle aussi un avantage : elle nous permet en effet de faire du martyre de notre petite association un symbole de ténacité pour toute la société civile, tant rwandaise que planétaire. La fête d'aujourd'hui à Esslingen en est le témoin.

En motivant ce Prix par notre engagement incessant à remettre les gens « debout, ensemble, au travail », la ville de Esslingen vient de confirmer la bonté de notre entreprise. Peut-être ceci pourra-t-il dessiller les autorités rwandaises, qui commenceront enfin à percevoir l'utilité publique de notre association ? Il faut oser l'espérer.

Un vibrant merci donc aux organisateurs et organisatrices de ce Prix, dont je dis que c'est un grand honneur pour moi et pour les miens. Par miens, entendez maintenant le Rwanda, ses autorités et ses habitants. Depuis 1994, ce petit pays est devenu un colosse, connu jusqu'aux confins du monde habité mais, hélas, pas pour le bien.

L'histoire de ce petit pays est remplie d'une violence inouïe. Déjà du temps de la royauté, la classe au pouvoir, -les Tutsi-, s'affrontait sans merci pour le pouvoir précisément. Pour certains observateurs de cette histoire (qui exagèrent un peu !), une des raisons de la minorité numérique des Tutsi tient au fait qu'ils se

massacraient entre eux régulièrement, jusqu'à exterminer des familles entières. En 1959, les Hutu effectuent leur révolution dans le sang, en massacrant sans discrimination les grands Tutsi au pouvoir et les petits Tutsi opprimés comme la masse des Hutu. En 1973, les Hutu du Nord s'emparent du pouvoir en massacrant les Hutu du Sud considérés comme l'ayant confisqué jusque là. En 1980, les Hutu du Nord s'affrontent entre eux, toujours pour le pouvoir, et certains sont éjectés qui reviendront en 1990 dans les rangs du Front Patriotique Rwandais, grande « famille » alors constituée de toutes ces « pièces » que la mécanique rwandaise avait crachées à chacune de ses « révolutions », à perte de vue, à perte de sa propre vie. Le début des années 1990 voit le commencement de la violence « toutes catégories » (Hutu contre Tutsi, Nord contre Sud), le grand méli-mélo qui a culminé dans le génocide et les massacres d'avril-juillet 1994, avant de répandre sa nuit en cascade sur toute la région des Grands Lacs où tout le monde ne fait que perdre, où ne gagnent que la mort et la grande bêtise humaine. Horreur et tristesse.

Et le citoyen rwandais dans tout cela ? Ce quidam n'a en réalité jamais existé, si on veut bien entendre par « citoyen » l'être qui œuvre pour la nation et l'inter-nation, pour sa cité et pour toutes les cités présentes et à venir. Voilà pourquoi depuis septembre 1994, je rêve de la création de ce que j'appelle pompeusement une « Association Internationale pour la Création de Conditions d'Emergence d'un Citoyen Rwandais », AICCECR en sigles !

A l'Association Modeste et Innocent, nous avons pensé que l'éducation populaire suffirait à transformer les habitants en citoyens conscients des enjeux de la reconstruction de leur pays dévasté par leur propre inconscience. Nos démêlés avec le pouvoir nous ont démontré qu'une condition sine qua non n'était pas remplie : celle d'un « espace public » où puisse se mener une telle éducation populaire.

Par espace public, j'entends un lieu d'expression libre et d'évaluation critique où toutes les paroles, y compris celle de l'autorité en place, ne seraient que des prétentions à la vérité et des propositions devant être confirmées ou infirmées à travers le débat. Rien n'obtiendrait force de loi sans être passé par ce tamis de l'acquiescement des citoyens.

Notre engagement à mettre les gens « debout, ensemble, au travail » doit donc passer désormais par l'instauration nécessaire d'un tel espace. Ce n'est donc pas à « une prise de pouvoir par quelques uns » que nous oeuvrons, là dessus le pouvoir de Kigali peut se rassurer. C'est « la prise de parole par tous » qui nous intéresse. Et là dessus, le pouvoir de Kigali ne peut que nous appuyer, si du moins il est bien ce qu'il dit être !

Nous sommes conscients que ce ne sera pas une sinécure car, ni le peuple rwandais en général, ni ses autorités en particulier, ne sont préparés à une telle aventure. La culture et la tradition rwandaise en effet sont telles que le pouvoir y est toujours de type autocratique : le passage nominal à « la république » n'y a rien changé. Et l'atavisme du pouvoir au Rwanda est donc resté celui de « contrôler, contraindre et faire taire » comme premier mode de gouvernement. La société rwandaise globale a si bien introjeté ce modèle qu'un dirigeant qui mettrait de côté la coercition et agirait de façon démocratique, dans la transparence et le respect de l'avis du peuple, par exemple, serait vite chassé du pouvoir pour manque de sérieux !

Cela remonte à des temps immémoriaux. Du temps de la royauté, la parole du roi était incontestable. Là est le modèle. On avait une expression technique pour cela : « ilivuze umwami ». « Le roi a parlé ». Sous-entendu : ne posez pas de question : exécutez ! Sinon c'est vous qui serez exécuté ! La colonisation a remplacé le kinyarwanda « ilivuze umwami » par le swahili « ndio bwana » : « Oui monsieur » ! Et du côté de la prédication chrétienne prédominait l' « intebe y'amahame », la « chaire de vérité » ! Comment espérer faire lever une conscience transitive critique dans des têtes qui ont été soumises si longtemps à un tel lavage de cerveau ?

C'est, à mon sens, un tel lavage séculaire qui rend possibles des phénomènes foudroyants comme le génocide et les massacres d'avril-juillet 1994. Et c'est pour cela qu'il faut s'attacher à défaire ce lavage si nous voulons promouvoir le vivre ensemble dans un peu moins de violence, un peu plus de joie et de liberté. L'éveil de la conscience, l'initiation à la bonne puissance deviennent un passage obligé. Par ce Prix, la ville de Esslingen soutient un tel projet et s'engage, j'espère, à le soutenir à travers des formes à imaginer ensemble, vous et nous.

Un vibrant merci donc aux organisateurs et organisatrices de ce Prix, dont je dis que c'est un grand honneur pour moi et pour les miens. Par miens, entendez enfin tous les humains, hommes et femmes, qui décident de « vivre délibérément » et de « rendre les gens à eux-mêmes », en-deçà et au-delà des dogmes et des idéologies.

Pleine de risques est la vie de ces êtres-là ! Je pense en l'occurrence à Theodor Haecker, frappé d'interdiction de s'exprimer par les nazis. Je pense surtout, bien sûr, à Hans et Sophie Scholl, Alexander Schmorell, Christoph Probst, Willi Graf, le professeur Huber et tous les autres de « la Rose blanche » qui, s'inspirant entre autres de la pensée de Theodor Haecker, n'ont pas craint de s'engager dans l'action périlleuse d'éveiller par des tracts la conscience de votre peuple contre le national-socialisme. En pleine seconde guerre mondiale ! Ils l'ont payé de leur vie.

Mais mourir comme cela n'est pas mourir, c'est vivre. Tandis que tuer des gens comme ceux-là, c'est incontestablement mourir sur pied. Par ce prix, vous nous inscrivez dans la tradition prestigieuse de ces témoins de l'humain. Merci infiniment !

Le pouvoir actuel au Rwanda n'a rien de celui de Hitler contre lequel s'est mesurée « la Rose blanche. » Il est cependant craint lui aussi, compte tenu de ce que j'ai dit précédemment sur la nature du pouvoir en société rwandaise. A telle enseigne que des amis et des « in-amis » (car je ne considère jamais personne comme un « ennemi ») me recommandent actuellement de ne pas rentrer dans le pays, si je tiens à ma vie et à ma liberté.

J'ai contre ces recommandations de fuite plusieurs objections, dont trois me paraissent digne d'être citées ici : la première, c'est que même au plus fort de la mêlée, pendant le génocide et les massacres, je suis resté et j'ai fait face. La situation actuelle me paraît tout de même mille fois moins dangereuse que celle d'avril-juillet 1994 ! Ma seconde objection, c'est que fuir mon pays équivaldrait à cautionner l'opinion de ceux qui pensent que le pouvoir de Kigali est totalitaire, et nous enferment ainsi dans le cercle vicieux de la violence. Car contre un pouvoir

totalitaire, il ne reste de recours que la violence. Il me semble par contre qu'un pouvoir autocratique peut évoluer en pouvoir démocratique sans effusion de sang.

Nous avons des problèmes avec ce pouvoir, c'est vrai, mais nous préférons mettre cela sur le compte de l'autocratie plutôt que de la dictature. Voilà pourquoi nous avons choisi le chemin du « dia-logue ». Et c'est ma troisième objection à la proposition de fuite car, pour dialoguer, il vaut mieux être présent sur les lieux. Il est vrai que le pouvoir nous refuse la parole, exigeant de nous de nous mettre d'abord à genou et de demander pardon pour nos idées, alors qu'il n'a même pas cherché à les comprendre. Si, en effet, il l'avait cherché, il aurait ouvert l'espace d'explication que nous lui demandons depuis le début de nos difficultés.

En nous refusant la parole, le pouvoir pose le contexte approprié pour l'exercice de notre bonne puissance ! C'est la fameuse loi des contraires : « faute de ce que tu n'es pas, ce que tu es n'est pas ! » Si tout était facile, la bonne puissance ne serait qu'un concept et jamais une expérience ! Nous n'allons donc pas fuir : ce serait de la peur ! Nous n'allons pas non plus nous aligner simplement sur le pouvoir : ce serait de la résignation ! Enfin, nous n'allons pas « passer à l'ennemi » : ce serait de l'exclusion !

La bonne puissance propose un autre chemin entre la fuite, la soumission et la révolte : le chemin de la circulation de l'énergie entre tous les pôles de la situation, considérés comme complémentaires et non comme simplement opposés. Le nerf d'une telle démarche, c'est le « dia-logue », entendu comme l'action de « faire entendre raison à travers (=dia) les défenses de l'interlocuteur ». Nous allons faire entendre à tous cette raison que le rôle du pouvoir est de promouvoir dans le pays un « art de vivre » qui fonctionne pour tous et soit durable non seulement pour une nation déterminée, mais pour la planète dans sa totalité.

La légitimité d'un pouvoir dépend de la réalité de son engagement pour le bien-être du peuple. Le bien-être du peuple dépend de sa marge de liberté. La liberté se mesure à la capacité d'expression responsable de soi. La capacité d'expression de soi dépend de l'éducation. La pierre de touche d'une éducation réussie, c'est l'art de vivre précisément. Donc pour sa légitimité, tout pouvoir doit promouvoir l'art de vivre !

Par ce Prix, la ville de Esslingen s'engage à nous aider à faire entendre cette raison à qui de droit ! Si nous nous mettons ainsi à « promouvoir ensemble l'art de vivre au Rwanda et ailleurs », l'AMI éveillant la société civile rwandaise à cette idée, la ville de Esslingen éveillant la communauté internationale à cette idée, et les autorités rwandaises appuyant cette idée sur le terrain et dans la diaspora rwandaise, il n'est aucun doute que nous contribuerons de façon appréciable à la reconstruction durable de cette société meurtrie.

Quant à cet « art de vivre », son contenu et sa méthodologie, nous trouverons bien le temps de les configurer ensemble ultérieurement, si vous le voulez bien.

Ma profonde gratitude aux organisateurs et organisatrices de ce Prix, dont je dirai toujours que ce fut décidément un grand honneur pour moi et pour les miens !

Je vous remercie !

Laurien NTEZIMANA